

La Lettre

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 99 – décembre 2019 – 5,50 €*



Dossier thématique

**La résistance dans les camps
de prisonniers de guerre en Allemagne**

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org



Coll. Maurice Bleicher

Titre d'épaulé de fabrication artisanale porté par le lieutenant Frédéric Bleicher, ancien maquisard du Vercors, alors qu'il sert sur le front des Alpes à l'automne 1944.

La « tenue type » d'un maquisard

Les photographies réalisées pendant l'Occupation ou à la Libération présentent souvent les maquisards mal équipés et vêtus de tenues déparpillées. En effet, même si les parachutages alliés, massifs à partir du printemps 1944, fournissent aux maquisards français des armes, des munitions et du matériel de sabotage, ils ne les dotent pas de vêtements, de chaussures ni d'équipements adaptés aux combats et aux rudes conditions de vie du maquis ⁽¹⁾.

Des tenues disparates aux origines variées

Ces tenues et équipements appropriés, qui font cruellement défaut, sont activement recherchés par les maquisards. Dans un premier temps, la principale source d'approvisionnement est la « récupération » de stocks de vêtements de l'armée d'armistice qui ont pu être dissimulés mais aussi des troupes d'occupation italienne ou encore des Chantiers de la jeunesse française (CJF). Ces stocks permettent d'équiper les recrues tout en apportant un semblant d'uniforme aux unités maquisardes. Dans la nuit du 10 au 11 septembre 1943, les hommes du maquis de l'Ain lancent un raid sur l'entrepôt du groupement 43 des Chantiers de la jeunesse française à Artemare (Ain). Ils réussissent à mettre la main sur un important stock de chaussures, de blousons, de parkas, de matériel de campement... Ce trésor de guerre leur permet d'envisager plus sereinement l'approche de l'hiver. En outre, le 11 novembre 1943,

les uniformes ainsi dérobés sont portés par les maquisards de l'Ain lors du défilé d'Oyonnax. Conçue comme une opération de contre-propagande, cette première irruption au grand jour des maquisards est destinée à montrer qu'ils ne sont pas les « bandits » dénoncés par la presse officielle mais qu'ils constituent l'armée d'un contre-État clandestin, avec tous les attributs qui la caractérise, à savoir : des cadres, des armes et surtout un uniforme. Les maquisards ont réalisé des reportages photographiques pour immortaliser l'événement relayé dans la presse clandestine ⁽²⁾.

Les habitants des villages proches des maquis sont aussi mis à contribution. Hubert Cloix se souvient qu'il avait collecté pour le compte de la compagnie André du maquis Bernard (Nièvre) des casques Adrian 1915 auprès des anciens combattants de la Grande Guerre. Au moment où les combats de la Libération s'intensifient, ils seront un heureux complément à la distribution de casques récupérés après la défaite de mai-juin 1940.

À partir de juin 1944, les récupérations sur les troupes d'occupation constituent une autre source d'approvisionnement. Des équipements sont saisis sur les Allemands après les accrochages. Les cartouchières, les porte-chargers, les brodequins, les casques, les ceinturons – très souvent après que leurs boucles aient été débarrassées de leurs symboles nazis –, reprennent alors du service dans les rangs de la Résistance.

Parfois, ce sont directement des entrepôts allemands qui sont pillés par les maquis. Ainsi, le 13 juin 1944, un coup de main audacieux permet à une section du maquis du Vercors de s'emparer des stocks du camp militaire de Chambaran situé près de Roybon (Isère). Dès novembre 1942, les Allemands avaient remis dans ce dépôt, des armes et du matériel pris à l'armée française. Après le débarquement de Normandie, ils quittent les lieux qui sont alors gardés par des gendarmes français. Yves Pérotin, maquisard du Vercors rappelle dans ses mémoires qu'en plus de quatre canons de 25 mm et de nombreuses munitions, « les bangars [leur] livrent aussi [...] des équipements de toile huilée et des musettes pour masques à gaz ⁽³⁾ ».



Tenue d'un maquisard de Haute-Savoie

Manquant de tout, les maquisards portent souvent des tenues hétéroclites constituées d'éléments récupérés au gré des circonstances. Sur ce mannequin, la veste provient de stocks des Chantiers de la Jeunesse française, le pantalon, les chaussures et les gants sont d'origine britannique tandis que le ceinturon a été pris sur un soldat de la *Wehrmacht*.

© Musée de l'ordre de la Libération / Don de René Dussud/
n° d'inventaire : N2882/N2882.3.1/2882.3.2/2882.4.1/2882.4.2/N2882.5/2882.1

Cette véritable manne permet d'équiper les maquisards de vêtements imperméables utiles pour le combat en montagne tandis que les musettes pour masque à gaz servent pour le transport des munitions ou des grenades.

Une identité résistante affichée

À partir du printemps 1944, en plus des brassards spécifiques réalisés par les différents maquis, de nombreux insignes de fabrication locale ⁽⁴⁾ voient le jour pour personnaliser ces tenues. Bien qu'il soit aujourd'hui difficile de savoir à quel moment précis ces insignes sont réellement portés par les maquisards, il faut voir dans leur conception la volonté des maquis d'affirmer une « spécificité résistante » avant qu'ils ne se fondent dans les unités régulières de l'armée française renaissante. Les symboles choisis pour figurer sur ces insignes témoignent de la singularité du vécu d'une communauté exceptionnelle forgée dans les épreuves de la clandestinité et des combats. La croix de Lorraine est souvent présente tout comme la *Sten*, arme emblématique de la Résistance, ou bien encore le bestiaire sylvestre ou alpin.

Après la Libération, de nombreux maquisards poursuivent la guerre au sein d'unités régulières (1^{ère} Armée, Division alpine, Forces françaises de l'Ouest). Souhaitant rappeler leur passé dans la Résistance et se distinguer au sein de ces unités, ils font broder des insignes en tissu. Par exemple, au sein de la Division alpine des titres d'épaules portant les mentions « Vercors », « Belledonne », « Drôme », « Chartreuse », « Jura », « Oisans »... sont cousus en haut de la manche gauche des tenues et rappellent les territoires pour lesquels les maquisards se sont ardemment battus. ●

Frantz Malassis

(1) Contrairement à l'Armée Secrète belge qui, à partir de mai 1944, reçoit 60000 salopettes lors de parachutages.

(2) *Libération sud* n° 40 du 1^{er} décembre 1943 reproduit trois photographies de ce défilé en ayant soin de flouter les visages des protagonistes.

(3) Yves Pérotin dit Pothier, *La vie inimitable. Dans les maquis du Trièves et du Vercors en 1943 et 1944*, Grenoble, Presse universitaires de Grenoble, 2014, p. 182.

(4) Signalons également l'existence d'un insigne triangulaire en tissu bleu avec un V et une croix de Lorraine brodés en rouge. Fabriqué à Genève, il est introduit clandestinement par un douanier. On le trouve souvent porté en Haute-Savoie comme l'atteste la tenue de maquisard présentée ici. Informations communiquées par Maurice Bleicher.

En couverture :

Tableau de l'intérieur d'une baraque d'un Stalag. Cette scène peinte par un prisonnier de guerre français évoque l'atmosphère des baraques des camps durant les années de captivité passée en Allemagne. Anonyme, huile sur panneau de bois, 33 X 24 cm. Coll. Frantz Malassis



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

La résistance dans les camps de prisonniers de guerre en Allemagne

- Une résistance méconnue mais réelle.....p. I à V
Par Évelyne Gayme
- La résistance au Stalag IA.....p. VI
Par Évelyne Gayme
- L'évasion du général Giraudp. VII
Par Évelyne Gayme
- Le journal *Défense de la France* et les prisonniers de guerrep. VIII
Par Évelyne Gayme

Histoire d'objets de la Résistance.....p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département recherche et pédagogie.....p. 4
- Activités du département AERIp. 7
- Activités du département documentation et publicationsp. 8

Les activités de l'Association des amis de la Fondation de la Résistance.....p. 5

À lire.....p. 6

Les articles publiés dans cette revue ne peuvent être reproduits sans l'autorisation préalable et écrite du directeur de la publication. Les auteurs sollicités par le comité de rédaction sont responsables du contenu de leurs articles.

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone: 01 47 05 73 69
Télécopie: 01 53 59 95 85
Site internet: www.fondationresistance.org
Courriel: contact@fondationresistance.org
Directeur de la publication: Gilles Pierre Levy,
Président de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef: Frantz Malassis.
Comité de rédaction: Fabrice Bourrée,
Fabrice Grenard, Frantz Malassis, Hélène Staes.
Contributeurs: Hadrien Bachelerie, Évelyne Gayme,
Bruno Leroux, Jean Novosseloff.
Fichier des abonnés: Marie-Christine Vignon.
Maquette et impression: humancom -
2 bd du général de Gaulle - 92120 Montrouge.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an: 20 €. n° 99: 5,50 €
Commission paritaire
n° 1120A07588 - ISSN 1263-5707
Dépôt légal: décembre 2019

Cette année, la Fondation de la Résistance a eu la responsabilité de la rédaction et de la publication de la brochure préparatoire au Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) 2019-2020 dont le thème est : « 1940. Entrer en résistance. Comprendre, refuser, résister ». Diffusée à 54 000 exemplaires à toutes les catégories d'établissements susceptibles de participer à ce concours qu'ils soient en France, dans les territoires ultramarins ou à l'étranger, cette brochure est l'expression visible d'une des missions essentielles de notre Fondation qui est de transmettre aux futures générations l'histoire, la mémoire et surtout les valeurs de la Résistance tout en participant à leur formation civique.

Dès sa création en 1993, la Fondation s'est immédiatement impliquée dans la promotion de ce concours initié en 1955 par la Confédération nationale des combattants Volontaires de la Résistance (CNCVR). Officialisé en 1961 par le ministère de l'Éducation nationale, ce concours scolaire est de loin le plus important en terme de participation dans notre pays puisqu'il mobilise chaque année plus de 40 000 collégiens et lycéens tous volontaires.

En 2005, au moment où la CNCVR s'est dissoute au profit de la Fondation de la Résistance, cette association nous a chargés de poursuivre son engagement et celui de ses membres dans la promotion de ce concours. Cette légitimité n'aurait pas de sens si elle ne s'appuyait pas sur la somme des compétences réunies au sein de notre organisation, qu'elles soient scientifiques, pédagogiques, éditoriales ou numériques. Ce concours est aussi pour nous un moyen de participer à la formation continue des équipes enseignantes sous la responsabilité de l'Inspection générale de l'Éducation nationale. Par ailleurs, grâce à nos sites internet, nous leur permettons d'accéder chaque année à des ressources utiles (brochure numérique, exposition virtuelle du musée de la Résistance en ligne) et ainsi de faciliter leur participation à ce concours.

En outre, l'équipe de la Fondation répond à toutes les sollicitations pour présenter le thème du CNRD et les ressources disponibles dans le cadre de formations organisées en région parisienne et en province.

Récemment nous avons appris la disparition d'Yvette Lundy, résistante-déportée marnaise qui, en tant qu'ancienne institutrice, a témoigné très tôt devant les élèves dans le cadre du CNRD. Très proche de la Fondation de la Résistance, elle était fidèle aux journées annuelles que nous organisons en province pour tisser des liens et engager des partenariats avec les associations et les musées issus de la Résistance.

La disparition inexorable de toutes celles et ceux qui avaient voulu que soit créée une structure pérenne pour rappeler le sens de leur engagement et de leur combat nous conforte dans notre volonté de tout mettre en œuvre pour transmettre l'histoire et l'héritage moral de cette période pour qu'ils perdurent dans les consciences de nos concitoyens. ●



Le mot du Président

En cette période où il est plus important que jamais de conserver et de maintenir les valeurs de la Résistance, ce que notre Pays a fait de meilleur, je vous présente mes vœux les meilleurs pour vous et pour les vôtres pour l'année 2020.

G. Levy

Gilles Pierre LEVY
Président de la Fondation de la Résistance



Activités du département recherche et pédagogie

Fidèle à la mission que lui a confiée la Confédération des combattants volontaires de la Résistance (CNCVR), la Fondation de la Résistance participe aux instances de décision du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD), assure sa promotion et coordonne la brochure pédagogique.

Le Concours national de la Résistance et de la Déportation : une priorité pour la Fondation de la Résistance

La remise des prix aux lauréats nationaux 2017-2018

La remise des prix aux lauréats nationaux du CNRD 2017-2018, dont le thème était « S'engager pour libérer la France », s'est déroulée le 22 janvier 2019 au lycée Louis-le-Grand à Paris en présence de Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, de Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, et de Tristan Lecoq, IGEN et président du jury national des correcteurs du CNRD. Le président de la Fondation de la Résistance, Gilles Pierre Levy, a remis à cette occasion le prix Lucie et Raymond Aubrac aux lauréats individuels. Cette session a mobilisé près de 46 500 candidats.

La session 2018-2019

Le thème du CNRD 2018-2019 « Répressions et déportations en France et en Europe 1939-1945. Espaces et histoire » a mobilisé plus de 42 260 candidats. Le palmarès national établi par le jury national des correcteurs est consultable sur le site de la Fondation de la Résistance depuis le mois d'octobre 2019. La Fondation pour la mémoire de la Shoah, qui a coordonné la brochure, a travaillé étroitement avec l'équipe de la Fondation de la Résistance. Par ailleurs, un *corpus* documentaire a été conçu sur le Musée de la Résistance en ligne.

La Fondation de la Résistance se mobilise pour la session 2019-2020

À l'occasion de la remise des prix du 22 janvier dernier, Gabriel Attal a annoncé le thème du CNRD de la session 2019-2020 : « 1940. Entrer en résistance. Comprendre, refuser, résister ».

La brochure pédagogique⁽¹⁾ du CNRD 2019-2020, réalisée sous la direction de M. l'inspecteur général Tristan Lecoq, a été coordonnée par la Fondation de la Résistance. Ce document indispensable pour les candidats et les enseignants est le fruit du travail d'un large comité de rédaction composé d'experts, partenaires de longue date de la Fondation de la Résistance. Cette brochure, portée par le ministère des Armées (Direction des patrimoines, des archives et de la mémoire) et le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, a été éditée à 61 000 exemplaires et envoyée à tous les établissements scolaires concernés par le CNRD à la fin du mois de septembre. La brochure numérique⁽²⁾ est en ligne sur le site de la Fondation depuis la fin du mois de septembre, tout comme une exposition virtuelle sur le musée de la Résistance en ligne⁽³⁾. La brochure imprimée est distribuée lors des festivals, des formations académiques et des événements dédiés au CNRD. Enfin, la Fondation répond quotidiennement aux sollicitations des enseignants et des candidats et les guide dans leur recherche.

L'automne 2019 a été consacré à la promotion du thème et des ressources du CNRD auprès des équipes éducatives, du monde associatif et du grand public. Fabrice Grenard et/ou Hélène Staes se sont déplacés en France pour présenter le thème et les ressources documentaires utiles

à la préparation du Concours : aux Archives départementales du Val d'Oise (27 septembre), au musée de la Résistance et de la Déportation du Cher (2 octobre), à la réunion inter-académique (Paris, Créteil, Versailles) à la préfecture de Nanterre (9 octobre), aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois (12 octobre), au musée de la Libération de Paris, musée du général Leclerc, musée Jean Moulin à Paris (16 octobre), au musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon (12 novembre), aux archives départementales d'Angoulême (25 novembre).

Rappelons enfin que la Fondation de la Résistance siège au groupe technique et au comité stratégique du CNRD pour élaborer le thème choisi *in fine* par le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, et participe aux travaux du jury national des correcteurs, de jurys académiques et départementaux. ●

Hélène Staes

(1) *La Lettre de la Fondation de la Résistance*, n° 98, septembre 2019, 36 pages. Pour obtenir la brochure papier, écrire à : contact@fondationresistance.org

(2) Consultable sur le site de la Fondation de la Résistance www.fondationresistance.org et sur l'espace pédagogique du Musée de la Résistance en ligne.

(3) www.museedelaresistanceenligne.org



© Fondation de la Résistance

La Fondation de la Résistance aux « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois 2019

La Fondation de la Résistance a participé à la 22^e édition des « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois consacrée à « L'Italie ». Comme chaque année, l'équipe de la Fondation a présenté sur le stand ses activités et ses publications. Ce festival est l'occasion de rencontrer des historiens, des éditeurs, des représentants des institutions culturelles et des associations mais aussi les équipes éducatives. À ce titre, la brochure du CNRD sur le thème « 1940. Entrer en résistance. Comprendre, refuser, résister », coordonnée par la Fondation, a été largement distribuée.

La Fondation a organisé ou a participé à de nombreux événements durant ces quatre jours. Pour son inauguration, le Centre de la Résistance et de la Déportation de Blois a invité Fabrice Grenard à faire une conférence le 10 octobre sur la Résistance. Dans le cadre des rencontres pédagogiques, la Fondation a proposé une table ronde sur « Les enjeux des images filmées de la libération de l'Italie (1943-1945) » en partenariat avec l'Ina. Cette conférence a réuni Fabrice Grenard de la Fondation, Julie Le Gac, maîtresse de conférences à l'université Paris Nanterre, Sophie Bachmann de l'Ina, et Marie-France Montel, enseignante d'histoire-géographie, dans la salle capitulaire du Conseil départemental le 11 octobre. La carte blanche de la Fondation, qui portait cette année sur l'ouvrage posthume de Pierre Laborie, *Penser l'événement*, publié aux éditions Gallimard en 2019, a réuni Jean-Marie-Guillon, Olivier Loubes et Cécile Vast sous la présidence d'Antoine Prost le 12 octobre dans l'amphithéâtre de l'INSA. Enfin, Hélène Staes, de la Fondation, a été invitée par l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie à présenter la brochure du CNRD (imprimée et numérique) et les ressources des partenaires le 12 octobre à l'Inspé de Blois. ●



Hélène Mouchard-Zay s'entretient avec l'équipe de la Fondation.

HS

La résistance dans les camps de prisonniers de guerre en Allemagne

Auteure d'une thèse⁽¹⁾ et de plusieurs livres remarquables⁽²⁾ sur les prisonniers de guerre français, Éveline Gayme dresse pour notre revue un panorama de la résistance dans les camps de prisonniers en Allemagne. Revenant sur les difficultés des débuts de cette forme de résistance, sur sa spécificité et sur ses points de convergence avec la Résistance en France, elle montre combien furent nombreux les liens entre la résistance dans les camps et la Résistance dans l'hexagone.

Une résistance méconnue mais réelle

Par Éveline Gayme, agrégée et docteur en histoire

La définition de la Résistance fait l'objet de nombreux débats⁽³⁾ : Selon l'historien-résistant Henri Michel, il s'agit de la lutte patriotique pour la libération du sol national et de la lutte idéologique pour la dignité de l'Homme. Selon l'historien néerlandais Louis de Jong, la Résistance implique toute action visant à empêcher la réalisation des objectifs de l'occupant. François Bédarida regroupe ces deux définitions initiales en y ajoutant la lutte contre les alliés du régime nazi, et donc, pour ce qui nous intéresse, contre l'État français de Pétain. Olivier Wieviorka recommande, tout comme Pierre Laborie⁽⁴⁾, de ne pas s'enfermer dans une définition rigide et Laurence Bertrand Dorléac, travaillant sur la résistance des artistes⁽⁵⁾, montre une « révolte [...] le plus souvent individuelle, spontanée, empirique et symbolique, essentiellement placée dans les audaces de leur création, [qui] oblige à revoir la notion de résistance à l'occupant », ouvrant la voie à des formes de résistance différentes.

Comment inscrire les prisonniers de guerre dans le phénomène de la Résistance ? Enfermés dans les *Stalags* et les *Oflag* (pour les officiers), ils ne sont plus sur le sol national et ne peuvent donc pas lutter directement pour sa libération. En revanche, notamment dans les *Stalags*, ils peuvent s'opposer aux objectifs des Allemands qui les font travailler pour remplacer la main-d'œuvre masculine mobilisée sur les fronts militaires et continuer à faire fonctionner l'économie allemande. Mais est-ce à dire qu'il n'y eut pas de résistance dans les *Oflag* où les officiers prisonniers n'étaient pas soumis au travail, selon les décisions de la Convention de Genève de 1929 ? L'écoute clandestine de la radio, la confection de faux papiers et de vêtements pour permettre les évasions, le refus de la propagande pétainiste à laquelle les captifs ont été soumis, indiquent quelques points communs avec les résistants de l'hexagone, qu'il s'agisse de la Résistance-organisation, c'est-à-dire les actifs, ou de la Résistance-mouvement, constituée de ceux qui leur permettent d'agir⁽⁶⁾.

C'est donc à une volonté de présenter et de définir la Résistance dans les camps de prisonniers, de réfléchir aux aspects spécifiques de la Résistance des prisonniers de guerre que l'on va se livrer dans cet article.

SOMMAIRE

- Une résistance méconnue mais réelle p. I à V
Par Éveline Gayme
- La résistance au *Stalag* IA p. VI
Par Éveline Gayme
- L'évasion du général Giraud p. VII
Par Éveline Gayme
- Le journal *Défense de la France* et les prisonniers de guerre p. VIII
Par Éveline Gayme



Tableau de l'intérieur d'une baraque d'un Stalag.

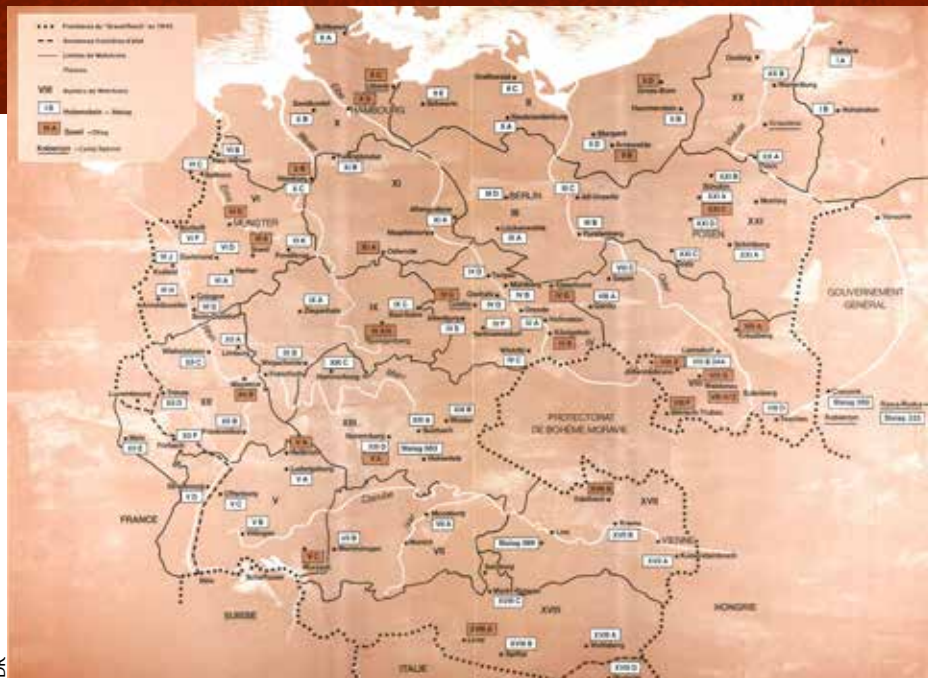
Cette scène peinte par un prisonnier de guerre français évoque l'atmosphère des baraques durant les années de captivité passées en Allemagne.

Anonyme, huile sur panneau de bois, 33 X 24 cm.

Un état d'esprit peu propice à la résistance au cours des premiers mois de captivité

Plusieurs raisons expliquent que la Résistance ne s'organise pas dans les camps avant l'année 1941. La défaite, et surtout la rapidité avec laquelle elle s'est opérée, a été un choc pour l'armée française. Malgré l'intensité des combats, 42 % des soldats faits prisonniers le sont avant la demande d'armistice que Pétain dépose auprès des Allemands le 16 juin et qu'il fait connaître par un message radiodiffusé le 17 juin. Cette demande entre en vigueur le 25 juin, mais l'armée allemande a profité du délai pour faire prisonniers 50 % des futurs captifs qui déposent les armes alors qu'ils n'ont pas été vaincus. Beaucoup se considèrent comme des prisonniers d'honneur, obéissant à la demande du maréchal Pétain, d'autant que leurs géoliers indiquent que la fin de la

guerre est proche entraînant leur libération. C'est cette promesse qui explique que les évasions sont relativement peu nombreuses (225 000 sur près de deux millions) alors que les prisonniers de guerre sont encore en France et que les conditions pouvaient sembler favorables pour s'évader. Mais les soldats français captifs sont affaiblis, parfois blessés et fatigués par les marches que les Allemands leur imposent. Ils craignent en outre des représailles sur leurs familles s'ils s'évadent. Conduits en Allemagne entre le mois de juillet et l'automne 1940, les prisonniers de guerre arrivent dans des camps parfois préexistants mais qui dans certains cas sont encore à construire. Les services ne fonctionnent pas bien, notamment la poste et les colis. D'aucuns pensent encore être libérés rapidement. Beaucoup indiquent que c'est le premier Noël passé en captivité qui leur fait comprendre que leur libération n'est pas à l'ordre du jour, à l'exception d'anciens combattants de la



Carte des différents Stalags et Oflags situés en Allemagne, en Autriche et en Pologne en 1942.

Carte extraite du livre d'Yves Durand. *La captivité. Histoire des prisonniers de guerre français. 1939-1945*, FNCPPG, 1980.

Grande Guerre, de responsables de familles nombreuses, de personnes exerçant des métiers spécialisés et de malades qui sont rapatriés, le plus souvent sous l'égide de la Croix-Rouge, ou dans certains cas par les services du maréchal Pétain.

Le gouvernement français a demandé à être la puissance protectrice de ses ressortissants prisonniers de guerre, alors que cette tâche avait été confiée, dans un premier temps à une puissance neutre : les États-Unis. Au début de leur captivité, les soldats français font confiance à Pétain, même lorsqu'il leur demande de ne pas s'évader et d'attendre leur libération. Ils ont signé, ainsi que les fonctionnaires, un serment de fidélité au Maréchal, qui dans la majorité des cas ne semble pas leur avoir posé de problèmes de conscience. En 1940, suivre Pétain et sa demande d'armistice correspond au respect de la discipline et des chefs militaires. En revanche, suivre le général de Gaulle qui appelle à poursuivre le combat et à ne pas respecter les conditions de l'armistice traduit une conception nouvelle qui relève de la désobéissance, de l'évaluation de la situation en toute liberté, et de la prise de décision. Très peu d'officiers franchissent ce pas.

Premiers signes de résistance

Les premiers signes de résistance apparaissent progressivement en 1941 et sont liés à plusieurs facteurs. Les prisonniers qui s'installent dans la captivité comprennent qu'elle est destinée à durer. Ayant appris à se connaître, ils se regroupent par région géographique, par profession, par affinités politiques ou amicales. Les communistes sont parmi les premiers à organiser une contre-propagande à l'égard des cercles Pétain, mis en place à partir du milieu de l'année 1941 dans les camps pour diffuser les valeurs prônées par le régime de Vichy dans le cadre de la Révolution nationale.

La connaissance progressive de la Convention de Genève constitue un deuxième facteur susceptible de favoriser un état d'esprit résistant. Édictée en 1929, elle protège les prisonniers de guerre des pays signataires – dont la France et l'Allemagne. Mais l'armée française considérée par elle-même et par les autres pays comme la meilleure du monde n'avait pas envisagée la capture de ses troupes. Dans les écoles de formation des officiers, des cours leur étaient donnés sur l'attitude à adopter s'ils faisaient des prisonniers, mais pas s'ils le devenaient eux-mêmes. La connaissance de leurs droits est diffusée notamment par la Croix-Rouge. Le troisième facteur est lié au travail des hommes dans les *Kommandos*. Même s'il est rémunéré, même si, pour l'essentiel, il ne s'effectue pas dans des industries d'armement, tous l'assimilent à de l'esclavage et cherchent à le contourner par tous les moyens possibles, d'autant que ce travail permet de remplacer la main-d'œuvre masculine allemande mobilisée sur les fronts. Enfin, l'évasion du général Henri Giraud (voir page VII), en avril 1942, connue rapidement de tous les prisonniers car elle a pour conséquence un regain de surveillance et de sévérité à leur égard, constitue un tournant important. Elle lève les hésitations chez beaucoup d'officiers qui ne se sentent plus obligés d'obéir au maréchal Pétain.

Des moyens variés de résister

Les moyens de résister sont variés. Certains sont spécifiques à la captivité et s'appuient sur la Convention de Genève. L'article 27 indique que les sous-officiers ne peuvent être contraints de travailler. Or, depuis leur arrivée en Allemagne, ils ont été regroupés avec les hommes de troupe dans les *Stalags* pour être employés à leur côté dans les *Kommandos*. Paradoxalement, les Allemands favorisent indirectement les premières formes d'opposition en diffusant dans les camps au début de l'année 1941 le journal de propagande *Le Trait d'Union*, ce qui permet aux prisonniers de prendre connaissance de leurs droits. La majorité de ces sous-officiers, se sentant proche de leurs hommes et voulant partager leur destin, reste dans les camps. Mais quelques-uns demandent l'application de la Convention de Genève.

Ces réfractaires sont obligés de travailler, mais ceux qui ne cèdent pas sont d'abord regroupés dans le camp central du *Stalag* puis envoyés à partir de 1942, à Koblitz, dans le camp de représailles 369. Dans ce camp, à trois kilomètres de Cracovie, ils subissent des conditions de captivité draconiennes : l'interdiction de porter des chaussures, remplacées par des sabots ou des galoches, pour limiter les évasions ; l'accès à l'eau de plus en plus réduit, jusqu'à être limité à une heure le matin et une heure le soir à partir de 1943. Mais les réfractaires détenus – environ 5 000 sur 150 000 sous-officiers capturés en 1940 – ne cèdent pas et donc ne travaillent pas.

Une autre forme de résistance consiste à utiliser la Convention de Genève. Ainsi, l'évasion est prévue à l'article 50 :

« Les prisonniers de guerre évadés qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou quitter le territoire occupé par l'armée qui les a capturés ne seront passibles que de peines disciplinaires.

Les prisonniers qui, après avoir réussi à rejoindre leur armée ou à quitter le territoire occupé par l'armée qui les a capturés, seraient de nouveau faits prisonniers ne seront passibles d'aucune peine pour leur fuite antérieure. »

Les dommages provoqués par les évasions sont prévus également à l'article suivant :

« La tentative d'évasion, même s'il y a récidive, ne sera pas considérée comme une circonstance aggravante dans le cas où le prisonnier de guerre serait déféré aux tribunaux pour des crimes ou délits contre les personnes ou contre la propriété commis au cours de cette tentative.

Après une évasion tentée ou consommée, les camarades de l'évadé qui auront coopéré à l'évasion ne pourront encourir de ce chef qu'une punition disciplinaire. »

La tentative d'évasion est considérée comme une manifestation de patriotisme, attendue de la part de soldats et à plus forte raison de la part d'officiers. Il ne s'agit pas d'un délit. Aussi, certains prisonniers, dans les *Stalags* mais aussi dans les *Oflags*, malgré les cas de conscience déjà évoqués, franchissent le pas en espérant bénéficier de cette « clémence » s'ils étaient repris. Mais l'entreprise n'est pas aussi simple qu'il y paraît. Une préparation minutieuse est nécessaire. Il faut traverser l'Allemagne pour aller vers la Suisse – car la frontière, montagneuse, est moins surveillée –, vers les Pays-Bas – moins gardée à cause des marécages – ou vers la Belgique. Si la réussite est au rendez-vous, les évadés parviennent jusqu'à la France... où les Allemands sont présents, en zone Nord jusqu'en novembre 1942, sur tout le territoire après cette date. Et la « clémence » disparaît à partir de 1942, car la recherche des évadés sur le territoire allemand mobilise un nombre croissant de soldats. Une affiche est alors placardée dans les camps avec pour titre *S'évader n'est plus un sport*. Les prisonniers évadés peuvent être pris pour des saboteurs, ou des espions, puisqu'ils ne sont plus en uniforme. Ils courent donc le risque d'être fusillés. À la suite d'un ordre de l'OKW (haut-commandement de la Wehrmacht) daté du 21 mars 1942, les prisonniers de guerre français et belges évadés et repris depuis le 1^{er} avril 1942, refusant de travailler ou soupçonnés de préparer une évasion, sont envoyés à

Rawa Ruska et dans les *Kommandos* qui en dépendent. Le premier convoi français arrive le 13 avril. Au total, 25 000 prisonniers de guerre ont été détenus à Rawa Ruska sur l'ensemble de sa période d'existence. Ce camp 325 est localisé en Galicie, dans la zone du Gouvernement général de Pologne, territoire d'extermination soustrait à la protection de la Convention de Genève, à proximité de Belzec, Treblinka, Sobibor et Chelmno. Les conditions de vie y sont extrêmement difficiles, semblables à celle des camps de concentration, avec un accès à l'eau quasi inexistant, des claquettes pour ne pas s'évader, la privation de tout vêtement chaud. Ce camp est fermé en novembre 1942 et les détenus transférés à la forteresse de Lemberg dans un premier temps, puis dans différents *Stalags* en Allemagne.

Les officiers multirécidivistes de l'évasion sont, eux, conduits à Colditz, l'*Oflag IV C*, en Saxe. Il semble impossible de s'évader de cette forteresse cernée par trois enceintes. Des projecteurs éclairent le château la nuit et une barrière électrique déclenche une sonnerie. Les prisonniers sont traités comme des détenus, selon un rapport de la Croix-Rouge. Néanmoins les tentatives d'évasion sont nombreuses. La première est réalisée par Alain Le Ray, qui après avoir rejoint la Suisse, entre dans la Résistance pour devenir le premier chef militaire du maquis du Vercors.

Les différentes méthodes d'évasion

L'évasion est une forme de résistance qui rapproche les hommes des camps détenus en Allemagne des résistants dans l'hexagone. Il faut des papiers, des autorisations de déplacement, des tickets de rationnement en France, des vêtements civils.



À gauche : vue intérieure d'un des 32 souterrains creusés entre 1940 et 1945 à l'*Oflag XVII A* (Autriche) en prévision d'une évasion. À droite : écoute clandestine de la radio à l'*Oflag XVII A* (Autriche).

La vie quotidienne et les différentes formes de résistance accomplies dans cet *Oflag* nous sont connues grâce à un reportage photographique d'environ 1 700 clichés réalisés clandestinement par des prisonniers de ce camp dont Marcel Corre. Ces photographies publiées par Marcel Corre en 1954 dans l'ouvrage *Défense de photographeur* proviennent de ce reportage unique.

L'histoire du prisonnier immortalisée par Henri Verneuil dans le film *La Vache et le Prisonnier* est rare. Celui-ci se déplace en Allemagne en menant une vache aux champs, ce qui lui permet de garder son uniforme. Dans les camps, des tailleurs transforment des couvertures en veste civile et des faussaires réalisent de faux papiers à partir des documents officiels de civils français qui travaillent en Allemagne – les travailleurs volontaires, les requis du STO, les participants à la politique de la Relève – et bénéficient d'autorisations de permissions pour la France.

C'est à l'*Oflag XVII A* qu'a lieu, grâce à un tunnel creusé par les prisonniers, la tentative de fuite impliquant le plus grand nombre de captifs – 132 en deux nuits successives, les 18 et 19 septembre 1943. Tous sauf cinq sont repris. À l'intérieur de cet *Oflag*, un système d'écoute clandestine de la radio avait été organisé, avec des guetteurs installés autour de la baraque où des prisonniers prenaient en sténo les informations pour ensuite les diffuser dans le camp. Des appareils photographiques clandestins, reçus en pièces détachées dans les colis envoyés de France, permettaient de reproduire des cartes géologiques ou routières confiées ensuite pour reproduction à l'imprimerie du camp chargée de la réalisation du journal. Des photographies d'identité étaient ainsi réalisées pour pouvoir fabriquer des faux papiers. Comme les prisonniers chargés des tâches postales étaient

surveillés par des gardes allemands, une organisation très précise était nécessaire à la poste du camp pour parvenir à protéger ces colis. C'est à l'occasion du tri des colis que les prisonniers, grâce à un signe convenu sur l'emballage du colis ou dans l'adresse, parvenaient à « oublier » dans le sac postal les colis intéressants pour les actions clandestines. Les familles étaient prévenues des besoins des captifs grâce aux lettres, avec un code précis ou de l'encre sympathique. L'ingéniosité des prisonniers était indispensable. À l'*Oflag XVII A*, une chambre noire a même été créée grâce à un prisonnier chimiste.

Le prisonnier s'évade en général à pied, car les gares sont surveillées. Il marche plutôt de nuit car, parlant rarement allemand, il court moins de risques de faire des rencontres. Il bénéficie de l'aide des autres prisonniers du camp, non seulement on l'a dit pour les vêtements et papiers, mais aussi pour se constituer des réserves de vivres, avec les colis venus de France. Enfin, de nombreux prisonniers taisent les préparatifs d'évasion et sont donc solidaires de ceux qui les tentent. Les familles font passer, en utilisant de nombreuses ruses pour échapper à la fouille des colis, des boussoles, des cartes... Par compassion dans la majorité des cas, parfois également par antinazisme, certains civils allemands aident également les prisonniers. Ils encourent alors jusqu'à trois ans de forteresse. Parvenus à la frontière, les évadés peuvent



Affiche *S'évader n'est plus un sport*

Placardée par les Allemands dans les camps de prisonniers, cette affiche témoigne qu'à partir de 1942, l'attitude allemande à l'égard des évasions change. Mobilisant des forces militaires conséquentes, les prisonniers-évadés ne bénéficient plus de la « clémence » des débuts, où ils ne risquaient que des sanctions disciplinaires. Désormais, considérés comme des espions ou des saboteurs, ils risquent d'être fusillés.

espérer être pris en charge par une filière d'évasion, ce qui les met en contact avec des résistants français. À la fin de la guerre, la médaille des Évadés attribuée à ceux qui ont réussi leur entreprise, concerne 4,37 % des prisonniers de guerre. Nul doute cependant que les tentatives furent beaucoup plus nombreuses.

Résister à l'intérieur d'un camp

La possibilité offerte aux prisonniers de guerre de créer un journal de camp – article 17 de la Convention de Genève – permet d'atteindre le moral allemand en glorifiant à longueur d'articles les richesses de la culture française.

Le détournement de la Convention de Genève appartient aux formes de résistance des prisonniers de guerre. Le travail est obligatoire ? Les prisonniers s'emploient à travailler en apparence le plus précautionneusement possible – et donc le plus lentement possible, ce qui s'avère évidemment

contre-productif pour l'économie allemande. Les Allemands appellent cette forme de sabotage du « travail de prisonniers ». C'est la seule possible sans encourir de graves conséquences car elle reste relativement

nécessite une année de préparation, d'autant qu'après l'évasion massive de 1943, déjà évoquée, les colis ne sont plus distribués pendant trois mois. Toutes les scènes du film sont prévues à l'avance pour ne pas gâcher de pellicule et être le plus efficaces possible. Cela permet aussi de limiter les risques d'être découvert. Sont filmées la vie quotidienne et la fouille dans les baraques, des représentations de théâtre et de cabaret, les activités sportives, mais aussi des actes de résistance : le creusement d'un tunnel, la manière dont certains colis échappent à la surveillance des Allemands et la prise en sténo des communiqués de radios clandestines. Le tournage s'effectue durant l'année 1944. La caméra est placée sous une capote – expliquant le titre du documentaire, *Sous le manteau* – lorsqu'elle filme et cachée dans un dictionnaire évidé entre deux tournages. Lors de la libération du camp, les bobines, qui étaient au fur et à mesure dissimulées dans les semelles en bois des galoches des prisonniers, sont d'abord cachées dans un tunnel, puis confiées à un officier de liaison du général de Lattre de Tassigny, qui les fait parvenir en France. Les bobines sont développées au studio Kodak à Paris, et le film est monté en trois mois par les cinéastes de l'Oflag libérés. La première diffusion a lieu le 27 octobre 1946 lors de la kermesse de l'Amicale de l'Oflag XVII A. Puis le film est envoyé à Chicago pour pouvoir être transformé de 8 à 16 millimètres et ainsi diffusé sur grand écran, avec une bande son, ce qui est réalisé en avril 1947. Le film dure 35 minutes.

Médaille des Évadés.

Créée en 1926, la médaille des Évadés porte à l'avant l'effigie de la République française tandis que sur son revers on peut lire l'inscription « Médaille des Évadés » entourée d'une couronne de feuilles de chêne, rappelant que c'est un titre militaire. Après la Seconde Guerre mondiale, cette médaille est attribuée à différentes catégories de militaires ou de civils ayant accompli des actes ou des tentatives d'évasion entre le 2 septembre 1939 et le 15 août 1945 dont des prisonniers de guerre.

© Musée de l'Ordre de la Libération/Félix Tilly/ n° d'inventaire : 2009.12.9

peu visible. L'excuse de la maladresse et de l'absence de savoir-faire professionnels était difficilement contestable. Mais le sabotage, même s'il reste difficilement quantifiable, fait courir de grands risques à celui qui le réalise, avec un possible renvoi devant les tribunaux allemands : 4 % des prisonniers de guerre ont été jugés et condamnés pour ce motif. À partir de 1943, la surveillance se resserre encore et les saboteurs sont envoyés en camp disciplinaire.

Un acte de résistance sans équivalent s'est déroulé à l'Oflag XVII A. Dans le prolongement des prises photographiques évoquées plus haut, des prisonniers décident de tourner un film. Photographier, comme filmer, est considéré par les Allemands comme un acte de renseignement au profit de l'ennemi, sanctionné par le conseil de guerre et le peloton d'exécution. Une organisation, composée de cinquante prisonniers sur près de 4000, incluant des membres permanents et des complices occasionnels, se met en place.

La préparation pour acquérir la caméra – qui parvient en pièces détachées dans les colis –,

Des actions de résistance qui se rapprochent de ce qui existe dans l'hexagone

D'autres formes de résistance se rapprochent plus de ce qui existe dans l'hexagone. Les partisans de Pétain ont été rapatriés pour l'essentiel à partir de 1942. L'implantation des cercles Pétain est un échec, les opinions sont plus claires. Les prisonniers favorables à Pétain, de plus en plus rares, sont peu à peu évincés des postes à responsabilité dans les camps, comme celui d'homme de confiance, chargé de servir d'intermédiaire et d'interface entre les Allemands et les prisonniers du camp.

Le groupe communiste est le plus facile à identifier, celui qui décide le plus rapidement de moyens d'actions. Certains décident de s'évader, pour prendre contact avec le Parti et faire le lien avec les camps. D'autres à l'inverse décident de rester dans les camps pour y mener un travail militant clandestin au sein des prisonniers. Ils reçoivent dans les colis des tracts, des journaux clandestins, qu'ils diffusent. Ils sont souvent rejoints par des prisonniers de guerre de tendances

politiques différentes, mais unis par le désir commun de résister. La fabrication sur place de postes de radio clandestine avec des pièces reçues dans les colis, ou bien volées sur place, permet l'écoute et la diffusion de nouvelles. Les grands événements comme la défaite allemande de Stalingrad, la libération de Paris, sont diffusés. Une action toute particulière est organisée en direction des gardes allemands, et de la population allemande au contact avec des *Kommandos* : l'objectif est d'insister sur les victoires alliées et les défaites du Reich, pour saboter le moral de la population allemande. Dans certains camps, comme le Stalag II E, un groupe de corps francs est organisé pour intervenir au moment de la libération. Lorsque les gardiens allemands quittent le camp à l'approche des Américains, le corps franc a récupéré les armes et aide les Alliés à capturer les dernières troupes allemandes.

Des liens sont aussi tissés avec des communistes allemands, polonais, yougoslaves, slovaques, suivant la localisation du camp. Nombre de ces prisonniers résistants furent arrêtés et connurent des destins divers : fusillés, condamnés aux travaux forcés, déportés à Mauthausen. Des journaux circulent également, recopiés en quelques exemplaires, en parallèle au journal officiel du camp.

Les réactions des Allemands montrent que la Résistance des prisonniers de guerre est une réalité. Au fur et à mesure de l'avancée de la guerre, la surveillance des camps a été confiée à des soldats moins nombreux et plus âgés. Mais, comme on l'a vu, à partir de 1942, les Allemands ont conscience des différentes actions qui naissent dans les camps. Ne pouvant libérer des troupes du front de l'Est pour surveiller les Stalags et Oflags disséminés sur tout le territoire du Reich, les Allemands craignent un soulèvement des camps – comme le montre des circulaires à partir de l'été 1942. En 1944, ils redoutent même des parachutages d'armes destinées aux prisonniers de guerre, pour qu'ils se soulèvent. C'est pourquoi peu à peu la surveillance et la répression des prisonniers de guerre sont confiées à la Gestapo.

Les liens entre la résistance dans les camps et la Résistance en France

Les liens entre ces groupes de résistants et la Résistance en France s'opèrent de différentes manières. Les prisonniers détenus en Allemagne ne sont pas oubliés par les groupes et mouvements résistants.

Dès janvier 1942, *L'Humanité clandestine* dresse une liste des prisonniers tués en captivité :

« [...] Au Kommando 510, à Neustadt, 4 prisonniers français s'étant évadés de leur lieu de travail ont été sauvagement abattus par les Allemands [...] Le prisonnier de guerre ANDRÉ PIERDON, n° matricule 49.681 (Stalag XI B), du Kommando 1.547, a été fusillé pour avoir refusé de continuer son travail parce que malade et épuisé. [...] »

Dans le même numéro qui annonce la mort de Gabriel Péri et Lucien Sampaix, *L'Humanité* s'adresse :

« A tous ceux qui, malgré la répression, luttent avec courage et abnégation pour la libération de la France ;



Arrivés clandestinement dans les colis, les journaux de la Résistance française circulent régulièrement dans l'Oflag XVII A comme dans d'autres camps de prisonniers. Photographie extraite du livre *Défense* de Photographeur de Marcel Corre.

A ceux qui, dans les camps de concentration, les prisons et les bagnes, restent des combattants communistes ;

A ceux qui, prisonniers de guerre, se préparent à participer aux grandes revanches populaires ;

En souvenir de nos frères morts pour la libération nationale ».

Un tract du mouvement Combat, non daté mais rédigé après l'annonce de la Relève du 22 juin 1942, s'adresse à ceux qui partent en Allemagne. Témoignant que des prisonniers rapatriés ou évadés ont intégré des mouvements de résistance, il déclare :

« Sois sûr de la Victoire de la France. Mais si tu veux revenir vite, sabote beaucoup. Plus les déportés et les prisonniers saboteront, plus la guerre finira rapidement et plus la Victoire sera Française.

Montre que tu es un homme et un Français !

Un seul mot d'ordre: RÉSISTANCE

« VIVE LA France »

EDITÉ PAR COMBAT

LES PRISONNIERS DE GUERRE

Les Éditions de Minuit accueillent très largement les écrits des prisonniers de guerre, qu'il s'agisse en mai 1944 d'un ouvrage intitulé *Europe*, regroupant les textes de vingt auteurs, parmi lesquels Pierre Seghers, Robert Desnos, Aragon, Paul Éluard et l'ancien prisonnier André Frénaud. Pierre Seghers, lorsqu'il réunit des textes pour sa revue *Poésie*, dont il veut se servir « pour rassembler ceux qui veulent continuer le combat », réserve des pages aux poètes prisonniers de guerre, parmi lesquels André Frénaud, qui reste deux ans prisonnier dans le Brandebourg.

En juin 1944 paraît *La Marque de l'homme* que Claude Morgan commence en captivité en janvier 1941 et dans lequel il rapporte des conversations de prisonniers.

Durant l'été sont édités deux écrits de prisonniers de guerre : *À l'appel de la liberté* de Georges Adam, qui décrit les lendemains de la bataille et un camp de prisonniers et *La Haute Fourche* de Pierre Bost.

Des prisonniers, rapatriés grâce à de faux papiers fabriqués dans le camp, intègrent La Maison du prisonnier organisme présent dans chaque chef-lieu de département, créé par le gouvernement de Vichy à partir de décembre 1941 en zone occupée, et à partir de juin 1942 en zone dite libre, pour fournir aux prisonniers et à leur famille des services et renseignements. Ce sont des prisonniers de guerre rapatriés qui y travaillent. En février 1943, un pétainiste, André Masson est placé à la tête de la Maison du Prisonnier, à la place de Maurice Pinot. Ce dernier décide alors d'organiser un mouvement de résistance, le Rassemblement national des prisonniers de guerre (RNPG), également appelé mouvement Pinot-Mitterrand, regroupant les anciens cadres du Commissariat au reclassement des prisonniers rapatriés, formé lui-même de différents réseaux prisonniers. Il est financé par l'Organisation de Résistance de l'armée (ORA) et par le mouvement Combat à partir de septembre 1943. Cette organisation fournit des papiers de rapatriés, des tickets de rationnement et des cartes de démobilisation, c'est-à-dire tous les papiers nécessaires aux prisonniers pour rentrer « légalement » et passer inaperçus en France.

Au printemps 1943, un autre mouvement se forme, le Mouvement de résistance des prisonniers de guerre et déportés (MRPGD). Né au Stalag XI B, il se structure réellement en France lorsque les principaux membres du groupe sont rapatriés à la suite de Michel Cailliau, neveu du général de Gaulle, dont le pseudonyme, *Charrette*, donne son nom au réseau. Le troisième mouvement, organisé à l'automne 1943 sous la férule de Robert Paumier qui s'est évadé en juin 1943 du Stalag V C, est le Comité national des prisonniers de guerre (CNPG). Il s'agit d'une branche spécialisée du Front national, mouvement affilié au parti communiste. La fusion entre les deux premiers mouvements, en projet dès la fin du mois de novembre 1943, aboutit le 12 mars 1944 à la création du Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés (MNPGD) qui accueille aussi le CNPG. Le MNPGD adhère en avril 1944 aux Forces françaises de l'intérieur (FFI). Ils restent en relation avec les prisonniers des camps par le biais de mouvements de Résistance en France.

Le gouvernement provisoire de la République française et les prisonniers de guerre

Le rapatriement des prisonniers est prévu dès 1943 par le CFLN qui siège à Alger. Le décret du 8 décembre 1943 qui fixe officiellement les attributions du commissariat aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés (PDR), confié à Henri Frenay, prisonnier de guerre évadé en juin 1940, et fondateur du mouvement Combat. Des commissions d'épuration et de réintégration sont organisées en juin 1944 pour les prisonniers militaires de carrière et les réservistes. Dans ces dossiers, aucune question ne concerne l'évasion. Si elle est précisée dans l'avis de commission

ce n'est pas l'action jugée décisive, à la différence de la blessure. À côté d'appréciations comme « tentative d'évasion, doit recevoir une affectation définitive », le plus souvent soulignée en rouge, on trouve aussi d'autres mentions : « a fait partie d'une organisation de résistance, très bien noté » ou « membre d'un groupement de résistance de l'Oflag VIIA, aucun renseignement défavorable, peut recevoir une affectation définitive ».

En janvier 1945, une exposition organisée au Grand Palais à Paris intitulée « le Front des barbelés » et inaugurée par le général de Gaulle présente les œuvres d'art et travaux intellectuels des prisonniers dans les camps, mais surtout des graphiques des évasions, montrant que « l'action de résistance [...] n'a pas cessé de se poursuivre derrière le front des barbelés », comme le souligne *Le Monde* le 2 janvier 1945. Ce thème du front des barbelés, qui donne son titre à l'exposition, reprend celui des trois fronts développé par de Gaulle dès la fin de l'année 1943 : « le front intérieur où l'on se battait par les armes, sur terre, sur mer, dans le ciel ; le front de la résistance intérieure française et enfin le front de la résistance intérieure en Allemagne. »⁽⁷⁾

Le Général déclare dans son discours inaugural : « Il n'y a qu'une seule guerre, qu'elle soit faite par l'une ou l'autre des patries qui se sont levées ensemble pour sauver la civilisation ; il n'y a qu'une seule souffrance ; il n'y a qu'un seul combat ; il n'y aura qu'une seule victoire : celle de tous, y compris les braves, les bons, les honnêtes Français qui se trouvent réduits à la pire condition possible, et qui demain auront leur part de la victoire du monde contre son pire ennemi, la tyrannie ».

Évidemment, l'instrumentalisation n'est pas absente dans cette présentation des prisonniers-résistants : tous ne le furent pas, à l'image des Français qui ne résistèrent pas tous non plus. Mais tout comme il y eut des résistants en France, à Londres, à Alger, il y eut des résistants dans les Stalags et les Oflag, certains plus actifs que d'autres, groupés en organisations collectives. Luttant contre les Allemands et les Pétainistes, en lien avec des mouvements de Résistance français, mais aussi d'autres pays d'Europe, ils ont développé des formes d'action adaptées à leur situation de captifs, qui parfois rejoignent les modes d'action des autres résistances.

(1) « L'image des prisonniers de guerre français de la Seconde Guerre mondiale. 1940-2000 », thèse dirigée par Jean-Jacques Becker.

(2) *Les Prisonniers de guerre, enjeux militaires et stratégiques. 1914-1918 et 1940-1945* paru chez Economica en 2010 et *Prisonniers de guerre. Vivre la captivité de 1940 à nos jours*, paru chez Imago en 2019.

(3) Voir à ce sujet Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance. 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013 ; François Marcot (sous la direction de), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, coll. Bouquins, 2006.

(4) « Qu'est-ce que la Résistance ? », *Dictionnaire historique de la Résistance*, op.cit., pp 29 à 38.

(5) Michèle et Jean-Paul Cointet (sous la direction de), *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris, Tallandier, 2000, p. 610-611.

(6) Olivier Wieviorka, op.cit.

(7) AN F9 3140 : ministère des PDR, journées d'études des hommes de confiance des camps, discours de Henri Frenay le 22 juillet 1945, 27 pages, p. 2.

La résistance au *Stalag* IA Par Éveline Gayme, agrégée et docteur en histoire

Pierre Landrieux est un « prisonnier d'honneur », capturé après l'armistice. Encerclé le 24 juin 1940, il est envoyé à Koenigsberg au *Stalag* I A, dans une corderie, puis au *Kommando* E44 (Arsenal Schichau) où 1 500 hommes travaillent à la construction de bateaux, de pontons, de sous-marins, chargés aussi de la réparation des bâtiments de guerre. Il y organise la résistance.

Adhérant des Jeunesses communistes dès 1935, Pierre Landrieux devient, un an plus tard, à 23 ans, responsable CGT aux studios Gaumont et membre de la commission exécutive du syndicat des travailleurs du film de la région parisienne. Il rejoint les Brigades internationales pendant la guerre d'Espagne où il est blessé.

Mobilisé, en septembre 1939, il est affecté à la forteresse de Mützig (Alsace) où il crée cinq cellules clandestines du Parti communiste avant de subir des mesures d'isolement.

Le Comité patriotique des prisonniers de guerre

Durant l'hiver 1940-1941, sous couvert d'un club d'échecs, Pierre Landrieux anime sa première organisation clandestine qu'il intitule en janvier : Mouvement national pour la libération du sol français. Une grève déclenchée dans un atelier de l'Arsenal Schichau pour cause de nourriture infecte, avec pour slogan : « *Nicht Essen, nicht Arbeit* ⁽¹⁾ », fait céder les Allemands. Après ce premier succès, le groupe, appelé « Comité patriotique des prisonniers de guerre » en 1942, poursuit une résistance multiforme : lutte contre la propagande allemande et française, opposition à la Relève et à la Transformation⁽²⁾, revendications pour le respect de la Convention de Genève et de meilleures conditions de travail et de vie.

En mai 1941, le Parti communiste crée le Front national qui organise le Comité national des prisonniers de guerre (CNP). Le Parti encourage les évasions des militants pour rentrer en France et prendre contact avec la Résistance. L'évasion de Pierre Landrieux échoue en 1942 mais Pierre Bugeaud, que Landrieux a connu au *Stalag* I A, s'évade et organise à Paris le CNPG qui fusionne, en mars 1943, avec d'autres mouvements de résistance de prisonniers : le MNPGD⁽³⁾ qui diffuse alors informations et directives au CPGD.

Avec l'arrivée des requis du STO, ce groupe prend le nom de Comité patriotique des prisonniers de guerre et déportés (CPGD). Il prend en main des activités sportives et intellectuelles et l'édition de tracts et journaux grâce au matériel à polycopier de l'aumônerie du camp et aux captifs employés aux imprimeries du *Koenigsberg Tageblatt* et de la *Preussisch-Zeitung*. À côté de cela, le CPGD organise les sabotages individuels, fabrique de faux papiers pour les évasions, écoute la radio alliée et diffuse par le théâtre les informations. Enfin, il prépare l'encadrement des effectifs et noue les contacts avec les Allemands hostiles au régime.



Pierre Landrieux devant une baraque en 1943.

Surnommés « les cinq mousquetaires », les animateurs de la résistance au sein du *Stalag* IA posent devant leur baraque en 1943. De gauche à droite : André Guillard, Raphaël Marti, Albert Hubentz, Pierre Decamps et Pierre Landrieux.

L'action des PG pendant les sièges de Koenigsberg

En janvier 1945, Koenigsberg est assiégée par les Soviétiques. Les Allemands fuient avec les prisonniers collaborationnistes. La *Wehrmacht* en pleine retraite abandonne à leur sort 4 000 prisonniers, provenant du *Stalag* I A et de ses *Kommandos* mais aussi d'autres *Stalags*. Jetés sur les routes sans vivres et par -30°C, ils sont accueillis à Koenigsberg par le CPGD, plus précisément le *Kommando* E44 qui dirige le camp. Pierre Landrieux est responsable de la résistance des prisonniers de guerre en Prusse Orientale.

Le 6 février, les Allemands contrôlent à nouveau la ville mais ce sont les 400 hommes du CPGD qui résolvent les problèmes d'accès à l'eau, à l'électricité, aux vivres, et installent une station sanitaire à l'intérieur du camp. Une police intérieure, un groupe de sécurité et de défense passive sont aussi créés. Camouflages d'armes et sabotages du matériel de guerre se multiplient. Par ailleurs, 2 000 prisonniers de guerre que les Allemands veulent évacuer du *Stalag* IA pour servir de main-d'œuvre militaire allemande sont cachés dans les installations souterraines de l'Arsenal Schichau par le CPGD qui noue des contacts avec les *Kommandos* extérieurs et les organisations clandestines de prisonniers de guerre soviétiques.

Les Soviétiques assiègent à nouveau la ville le 6 avril, les Allemands capitulent le 9. Libéré le 7 avril 1945, Pierre Landrieux reste dans un centre de regroupement de Gumbinnen pour ne revenir en France que le 14 juillet 1945. Il apprend alors le décès de sa femme, déportée à Auschwitz. ■

(1) Pas de nourriture, pas de travail.

(2) La relève est mise en place par Pierre Laval à partir de mai 1942 pour répondre aux besoins allemands de main-d'œuvre. Un prisonnier de guerre est libéré contre le départ en Allemagne de trois ouvriers spécialisés. L'échec de la Relève oblige les Allemands à procéder à une « Relève forcée » et au STO. La Transformation des prisonniers de guerre en travailleurs civils augmente leur productivité et ils reçoivent un salaire de civil, plus élevé que celui de prisonnier. Les prisonniers y gagnent une plus grande liberté mais perdent la protection de la Convention de Genève. Cette politique, mise en place à partir de 1943, concerna moins de 250 000 prisonniers. 80 % des prisonniers du camp III de Pierre Landrieux, refusent et sont transformés de force. Source : Pierre Landrieux, *Vers un hiver de 5 ans*. *Kommando E44*, compte d'auteur, 1990, 140 p.

(3) Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés.

L'évasion du général Giraud

Par Évelyne Gayme, agrégée et docteur en histoire

C'est à 63 ans que Giraud, général d'armée le plus ancien dans le grade le plus élevé, s'évade, le 17 avril 1942. Durant la Grande Guerre, il s'est déjà évadé après une grave blessure qui lui a valu d'être reconnu invalide à 40 %. Capturé le 19 mai 1940, alors qu'il commande la IX^e armée, il est conduit à Königstein, en Saxe où il rejoint une centaine de généraux et d'amiraux. Cette forteresse, bâtie sur un promontoire dominant de 240 mètres la vallée de l'Elbe et distant de 800 kilomètres de la France est un Oflag d'où l'on ne s'évade pas.



Vue de la forteresse imprenable de Königstein.

Photographie extraite du livre de Jacques Granier, *Un général a disparu*, Presses de la Cité, 1971.

Les motifs de cette évasion

Cette évasion spectaculaire symbolise la rencontre entre deux volontés : celle du général Giraud qui songe immédiatement à s'enfuir et celle des réseaux de résistance de l'armée française. Dès l'armistice, le général Picquendar, chef d'état-major, puis son successeur, le général Verneau – chef de l'Organisation de résistance de l'Armée (ORA), dès novembre 1942 –, protègent les actions des officiers supérieurs de l'armée de terre, qui placés à des postes de commandement, forment, entre 1940 et 1942, la tête de la résistance de l'armée. Le colonel du Vigier, chef du 3^e bureau de l'état-major, anime les actions de résistance au sein de l'armée et commande cinq armées, dont seule la première, l'armée d'armistice, est autorisée. La deuxième, l'armée d'Afrique, sert de réserve mobile. La troisième s'occupe des jeunes mobilisables, mais en réalité camoufle des armes et du matériel. La quatrième est constituée de groupes d'autodéfense, les GAD, incluant beaucoup d'Alsaciens-Lorrains qui s'occupent de renseignement et mettent en place des réseaux. Enfin la cinquième armée est l'armée « parachutée » des prisonniers de guerre. C'est pour commander les captifs que ces services non officiels de l'armée, connus de Pétain, pensent à Giraud. Les Allemands refusant de le rapatrier, les généraux Picquendar et Verneau et le colonel du Vigier imaginent alors d'aider à son évasion.

Un plan méticuleusement préparé

Dans l'Oflag, Giraud a déjà planifié son évasion. Le général Boell, rapatrié de Königstein, prévient Madame Giraud du projet d'évasion et lui fournit un code secret pour communiquer par le courrier officiel. Le général Giraud se prépare. Il prend des cours d'allemand. Il économise sur les rations alimentaires pour constituer un stock. Il se procure un câble de 45 mètres de long, tressé avec les ficelles récupérées autour des colis. Il envoie un plan d'évasion en France par l'intermédiaire d'un autre rapatrié de l'Oflag, le général Goudouneix. L'armée en France connaît l'avancée de ses préparatifs qui doivent permettre à Giraud de sortir par ses propres moyens de l'Oflag. Il est ensuite prévu qu'un agent des services secrets de l'armée (GAD), Roger Guerlach, l'attende à quelques kilomètres de Königstein pour lui faire quitter l'Allemagne, grâce notamment aux réseaux d'évasion de Sœur Hélène. François de Linarès, chef d'état major à



Fac-similé de l'avis spécial de recherche diffusé en Allemagne après l'évasion du général Giraud et proposant 100 000 Reichsmarks de récompense à qui trouverait le fugitif.

Lyon, officiellement membre de la commission d'armistice, organise l'évasion côté allemand et le capitaine Lecoq, prisonnier rapatrié, s'occupe de l'évasion côté français, fournissant des faux papiers à Giraud.

La date choisie pour l'évasion est fixée le 17 avril 1942. C'est un vendredi, jour où la surveillance se relâche à l'approche du week-end. À 10 heures, entre l'appel de 9 heures et celui de 21 heures, avant que son absence ne soit découverte, Giraud enjambe le parapet. Il se laisse glisser le long du câble, aidé par des généraux qui font le guet et gèrent la descente puis la remontée du cordage. Il change de vêtements, rase sa moustache très reconnaissable, chausse des lunettes, se coiffe d'un chapeau tyrolien et se porte à la rencontre de Roger Guerlach. Le plan initialement prévu est modifié : Giraud arrive en Suisse au lieu de Strasbourg.

Les répercussions politiques

Dès le 18 avril, des avis de recherche sont placardés dans toute l'Allemagne, publiés dans les journaux, insérés dans les boîtes aux lettres. Les effectifs aux douanes sont augmentés, les Jeunesses hitlériennes réquisitionnées, une prime de 100 000 Reichsmarks offerte pour sa capture, la mort immédiate en cas d'aide au fugitif. Les libérations de prisonniers de guerre et les visites de la mission Scapini dans les camps sont suspendues, les conditions de captivité renforcées. Les recherches s'arrêtent le 1^{er} mai : Giraud a été retrouvé, en France, reçu par Pétain qui l'accueille voyant en lui un contrepoids face à l'influence de Laval. Ce dernier considère l'évasion comme menaçant la politique de collaboration. Laval, Otto Abetz, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, puis le docteur Rahn, ministre plénipotentiaire et enfin Pétain, font pression sur Giraud pour qu'il retourne en Allemagne seconder Scapini. Giraud demande, pour accepter cette requête, la libération des prisonniers mariés et pères de famille, soit 600 000 hommes. Dans ses mémoires, *Mes Évasions*, parues en 1949, Giraud évoque l'ordre, donné par Hitler, de l'assassiner et les tentatives des hommes de Doriot, stoppées par la troisième évasion du général, quittant la France pour l'Afrique du Nord à bord d'un sous-marin. ■

Le journal *Défense de la France* et les prisonniers de guerre

Par Évelyne Gayme, agrégée et docteur en histoire

Ce journal, éponyme du mouvement de Résistance *Défense de la France* (DF), créé par deux étudiants en philosophie de la Sorbonne, Philippe Viannay et Robert Salmon, paraît pour la première fois à l'été 1941. Diffusant les valeurs chrétiennes des auteurs – majoritairement étudiants –, il cherche à informer pour lutter contre la propagande allemande et à amener les Français à s'engager. *Défense de la France* atteint en janvier 1944 le plus fort tirage de la presse clandestine avec 450 000 exemplaires. Jusqu'à la fin de la guerre, ce journal tisse des relations étroites avec les prisonniers de guerre.

Le 15 août 1941, *Défense de la France* évoque :
« [...] six France [...] par la volonté allemande : la France des colonies – la France dite libre [...] – la France occupée – la France interdite – la France annexée [...] – la France des prisonniers. Des cloisons étanches les séparent. Ainsi, nous ayant séparés matériellement, ils espèrent nous désunir [...] ».

Les prisonniers de guerre un enjeu pour DF comme pour la Résistance

L'image de prisonniers passifs n'apparaît qu'une fois⁽¹⁾, dans le journal clandestin *Défense de la France*, le 10 septembre 1941, où ils sont comparés à des esclaves. Dans les autres numéros, c'est l'image de prisonniers actifs qui domine, d'hommes qui s'évadent, notamment vers la Suisse, « grâce aux communistes, convoyés de cellule en cellule, parfois à travers toute l'Allemagne » (20 mars 1942). Un appel est même lancé aux lecteurs pour « résister en faisant évader les prisonniers, en les cachant, en leur faisant passer la ligne » (10 avril 1942). À partir de novembre 1942, lorsque le mouvement *Défense de la France* envisage de s'engager dans le développement d'une action armée, les prisonniers de guerre sont présentés comme un réservoir de futurs combattants. Outre le portrait du général Giraud, réalisé le 11 novembre 1942, alors qu'il s'est évadé en avril, le numéro du 15 décembre 1942 mentionne que les « 6 millions de prisonniers, en voie de parfait noyautage, [pourront], le jour venu, fournir un appoint considérable à un mouvement révolutionnaire ».

Les prisonniers constituent aussi un enjeu politique. *Défense de la France* les présente en août 1941 comme le symbole de « la France que les Allemands veulent diviser » et s'insurge le 1^{er} mai 1942 du fait que « l'Allemagne excite les prisonniers contre les Français de France ». L'évocation des prisonniers de guerre renforce les attaques contre Pétain et Scapini, qui n'est pas jugé digne de soutenir les prisonniers, et contre Laval qui a promis de rendre les prisonniers. La politique de la Relève, qui vise à faire revenir un prisonnier pour trois ouvriers se rendant en Allemagne, est jugée brutalement. « Relève : les prisonniers qu'on nous renvoie arrivent en France pour mourir » (1^{er} novembre 1942).

Défense de la France diffusé jusque dans les Stalags et les Oflag

Défense de la France informe les prisonniers de guerre, tout comme il informe les Français. Marie-Hélène Lefauchaux, engagée dans la Résistance comme son frère André à la suite de la mort de leur frère Roger durant les combats de la campagne de France, organise un réseau pour venir en aide aux évadés, leur fournissant documents et faux papiers. Elle envoie aussi des colis aux prisonniers de guerre français, et leur fait ainsi parvenir des numéros de *Défense de la France*. Le numéro 45 d'avril 1944 cite une lettre datée du 1^{er} février 1944 venant d'un Oflag :

« Il y a six mois, nous recevions pour la première fois un exemplaire de votre journal et d'emblée il nous a apporté ce que depuis trois ans nous désirions connaître : la réalité française. [...] "*Défense de la France*" a été pour nous, non seulement une révélation, mais la joie rafraîchissante que donne la lecture d'un document non "geprüft"⁽²⁾ ; il nous a donné aussi la preuve qu'à côté de nos camarades qui combattent à Bir-Hakeim, au Fezzan, en Tunisie, devant Cassine, d'autres luttent en France sous un même chef et pour le même idéal : pour la victoire d'une cause que nous n'avons pas su faire triompher. Pour tout cela et pour le regain de courage et de fierté que vous nous avez apporté, nous vous disons merci en attendant le jour tant espéré où nous pourrions reprendre la lutte avec vous ».

Enfin, *Défense de la France* compte des correspondants dans les camps qui soutiennent le journal – le numéro du 11 novembre 1943 signale que 106 000 francs ont été envoyés par des captifs – et lui envoient des informations. Ainsi, des bombardements



Défense de la France n° 39 daté du 30 septembre 1943.

Dans ce numéro sont reproduites des photographies prises clandestinement par des officiers français détenus à l'Oflag XVII A montrant le sort des prisonniers soviétiques. Ces photographies sont parvenues au comité directeur du mouvement *Défense de la France* par l'intermédiaire de Marie-Hélène Lefauchaux. Grâce à des échanges de colis, elle entretient des relations régulières avec des prisonniers de guerre français détenus en Allemagne. C'est par son canal que *Défense de la France*, tiré sur du « papier Bible », arrive dans différents Stalags et Olags.

en Allemagne sont signalés dans le numéro du 5 mai 1943 et dans celui du 30 septembre, des photos envoyées par le professeur Gandillot, évadé de l'Oflag XVII A, sont reproduites en première page : elles présentent le sort des prisonniers de guerre russes affamés et jetés dans des fosses communes⁽³⁾.

Ainsi, les numéros clandestins du journal *Défense de la France* témoignent des relations souvent méconnues entre la Résistance intérieure et les prisonniers de guerre français détenus en Allemagne. ■

(1) Pour cet article, nous avons consulté la collection conservée à la bibliothèque nationale de France et accessible sur son site internet Gallica. Précisons que cette collection n'est pas complète.

(2) Examiné par la censure.

(3) Des photographies d'enfants grecs affamés sont également reproduites mais sont d'une origine différente.

Photo MER



L'activité des Amis de la Fondation de la Résistance en province et à Paris

Poursuivant ses activités culturelles et mémorielles Mémoire et Espoirs de la Résistance est présente en province et à Paris.

Cérémonies et colloque autour de la libération de Montluc à Lyon et à Paris

Le lundi 3 octobre, à Lyon, une émouvante cérémonie, a marqué le 75^e anniversaire de la libération de la prison de Montluc – survenue le 24 août 1944 – mais aussi la création, en octobre 1944 de l'Association des rescapés de Montluc. Ce double anniversaire a été l'occasion pour cette association de présenter une exposition consacrée aux quinze derniers jours vécus par les internés dans « *la Bastille de Klaus Barbie et de ses séides* » que fut Montluc.

Le matin, une cérémonie officielle s'est tenue au Mémorial de Montluc, en présence du représentant du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du préfet du Rhône. L'après-midi, aux Archives départementales du Rhône et de la métropole de Lyon a été organisé un colloque sur le thème « Écrire Montluc après son internement », conçu à partir de récits et de biographies d'internés de la prison.

Quelques jours plus tard, le jeudi 10 octobre, à Paris, **Bruno Permezel**, président de l'Association des rescapés de Montluc entouré d'une délégation de son association a ravivé la flamme sous l'Arc de Triomphe (photo 1). De nombreuses personnalités du monde combattant et de la mémoire assistaient à cette cérémonie, dont **Véronique Peaucelle-Delelis**, directrice générale de l'ONACVG, **Gilles Pierre Levy**, président de la Fondation de la Résistance et **Robert Bacconnet**, délégué de MER, qui avait le privilège d'être porte-drapeau.

Mobilisation d'élèves autour de la Résistance en province

Au printemps, de beaux travaux de Mémoire ont été réalisés par des enseignantes adhérentes de MER et leurs élèves.

En mai, lors des portes ouvertes du collège Rose Valland de Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs (Isère) 34 élèves de troisième, sous la direction de **Mesdames Petitclerc, Thomas et Scopelli**, respectivement professeurs d'histoire-géographie, d'allemand et de français ont présenté une exposition sur des « portraits de femmes dans la Résistance » (photo 2). À la suite de lectures sur Charlotte Delbo et Charlotte Salomon, leur ai venue l'idée de sortir de l'oubli des femmes anonymes, courageuses et déterminées, qui ont agi dans l'ombre, souvent au péril de leur vie, entre 1940 et 1945.

Le parcours de la visite était ponctué de tableaux, témoignant du ressenti des élèves et de panneaux explicatifs décrivant minutieusement l'action multiforme de Celles qui ont décidé d'entrer en Résistance. Un cheminement conduit le visiteur à travers différents espaces. Sur fond rouge, un espace égrainait les portraits de résistantes d'origines, de milieux sociaux et d'âges si différents. Sur fond noir, étaient mises en évidence les différentes actions menées par ces femmes (collecte de renseignement pour les réseaux, diffusion de la presse clandestine, création de faux papiers, hébergement de Juifs ou de réfractaires au STO...). Enfin, entre blanc et noir, était évoquée

la répression qui s'est abattue sur ces femmes avec la présentation de la gare de Compiègne par laquelle de nombreuses résistantes arrêtées ont transité et les trois principaux camps vers lesquels elles furent déportées : Auschwitz-Birkenau, Mauthausen et Ravensbrück.

Ce projet a mobilisé largement les familles des élèves qui, grâce à la génération des grands-parents, ont agréablement l'exposition de témoignages inédits et de nombreux objets d'époque. Il témoigne de l'investissement des élèves à vouloir transmettre la mémoire de ces femmes résistantes dont le rôle a été essentiel dans la Résistance.

Le 6 juin, au collège de Rhuys à Sarzeau (Morbihan) un beau spectacle musical intitulé *Une histoire de Liberté* était présenté devant une large assistance par les collégiens dirigés par **Patricia Arzel-Mazet**, déléguée de MER pour le Morbihan. Ponctué par des chansons issues de la Résistance – comme *Le chant des partisans*, *La complainte du partisan* ou celles de Pierre Dac diffusées à la BBC –, cette initiative a permis de rappeler que les chansons sont autant de supports de la mémoire de la Résistance (photo 3).

Conférences-dédicaces dans les salons des Fondations à Paris

À Paris, dans les salons des Fondations, plusieurs conférences-dédicaces ont été organisées.

Le jeudi 14 novembre, les historiens **Sébastien Albertelli** et **Julien Blanc** sont venus dédicacer l'ouvrage qu'ils viennent d'écrire avec **Laurent Douzou** : *La Lutte clandestine en France. Une histoire de la Résistance 1940-1944* paru aux éditions du Seuil.

Le lundi 18 novembre, **Olivier Weber**, écrivain, grand reporter, président du prix Joseph Kessel, ancien ambassadeur de France, est venu évoquer le rôle dans la Résistance de Joseph Kessel co-auteur du *Chant des partisans* et auteur de *L'armée des ombres*, deux emblèmes de la Résistance. Il vient de publier chez Plon le *Dictionnaire amoureux de Joseph Kessel*.

Le samedi 30 novembre comme chaque année se sont déroulées les traditionnelles rencontres et dédicaces du livre résistant autour d'une trentaine d'auteurs et historiens et d'un très large et fidèle public. ●

Jean Novosseloff



Coll. Frantz Malassis



Adhésion :

Merci pour votre générosité à soutenir les activités de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance.

Cotisation minimum 30 €

Association des Amis de la Fondation de la Résistance « Mémoire et Espoirs de la Résistance »

Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18, place Duplex, 75015 Paris

Courriel : memoresist@m-e-r.org
site internet : www.memoresist.org
Tél. : 01 45 66 92 32

Sur le site www.memoresist.org

Retrouvez-nous sur le site www.memoresist.org pour découvrir les activités de l'Association ainsi que les vidéos de plus cinquante témoignages de résistantes et résistants, accompagnés de leur transcription, qui sont une aide précieuse pour faire partager cette histoire et cette mémoire.

À lire

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes-rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique « Nous avons lu ».

Un jour, la guerre finira.

Geneviève Falgas.

Éditions CAIRN, 2018, 352 p., 19 €

Allant des campagnes ensoleillées du Sud-Ouest, aux déserts rocheux de Tunisie, ce roman retrace les parcours bouleversés par la guerre de jeunes hommes et femmes faisant face, chacun à leur manière, à l'occupation de leur région et de leur pays. Grâce à une aventure romantique et palpitante, peinte sur les magnifiques paysages du Tarn-et-Garonne, bien connus de l'auteur, ce roman nous expose le panorama de l'engagement résistant sous ses formes multiples.

Qu'il se fasse dans le secret, au service du maquis, au sein des Forces françaises libres ou de « l'armée des ombres », qu'il soit volontaire ou forcé – notamment avec l'instauration du STO – cet engagement résistant implique des

sacrifices inimaginables pour des personnes ne cherchant qu'à vivre, voir survivre. En parallèle de cette histoire résistante empreinte de valeurs fondamentales se déploie une histoire sentimentale complexe, rythmée par les événements subis par les protagonistes. De l'absence d'un fiancé ayant fui le STO à l'amour d'une jeune femme pour un officier allemand cultivé et humain, tranchant radicalement avec l'image de l'envahisseur barbare et violent, ce roman expose la vie « ordinaire » de ces jeunes qui ne peuvent s'imaginer de lendemain dans des moments si instables.

Cette absence d'un futur stable, essentiel pour projeter un avenir, est un thème abordé de nombreuses fois par l'auteur qui développe cette question, cruciale dans la construction d'une famille ou d'une vie, au travers des divers parcours des

protagonistes. Enfin, l'auteur aborde les questions du dévouement pour la France et les valeurs morales, qui sont centrales pour expliquer leur engagement corps et âmes pour combattre l'occupation de leur pays et en négligeant consciemment les conséquences de leurs actes, pouvant aller jusqu'à la mort.

C'est donc par le biais d'une histoire fictive, romancée, quoiqu'inspirée, çà et là, de véritables parcours de résistants, que Geneviève Falgas nous entraîne avec une grande facilité dans le monde complexe et pluriel de la Résistance. Ce roman nous fait vivre le quotidien de jeunes hommes et femmes auxquels le lecteur s'attache rapidement, partageant ainsi leurs dilemmes moraux et sentimentaux, leur dévouement, leur peur du futur, flou et impensable face aux bouleversements qu'ils subissent. Le lecteur peut



même parfois retrouver l'insouciance qui caractérise la jeunesse de celles et ceux qui s'engagent pour la liberté. Ce roman nous montre finalement comment ces personnes engagées, ayant parfois perdu leur jeunesse, cherchent à se reconstruire dans un monde de paix, bien qu'ils restent, et resteront à vie, changé par la manière dont ils vécurent ces quatre années de tumultes et d'incertitude. ●

Hadrien Bachelier

Jacques Lusseyran, entre cécité et lumière.

Marion Chottin, Céline Roussel et Zina Weygand (dir).

Préface de Pierre Brunel.

Éditions rue d'Ulm, 2019, 232 p., 18 €.

Aveugle par accident dès son enfance, co-fondateur à 17 ans des Volontaires de la Liberté – groupe d'étudiants et lycéens franciliens auteurs d'une feuille clandestine – déporté revenu de Buchenwald,

enseignant et écrivain après la guerre, Jacques Lusseyran est une personnalité hors norme dont ce colloque explore les multiples facettes.

Jacques Semelin restitue les débuts des Volontaires de la Liberté jusqu'à la scission de 1943, où une partie rallia Défense de la France (DF). La part personnelle de Lusseyran dans leur direction est difficile à apprécier : le groupe fonctionnait comme un collectif, y compris pour les articles du bulletin, non signés, tous sur une ligne antinazie et antivichyste. En revanche, en militant pour créer un journal de plus grande audience, puis pour rallier DF jugé trop à droite par certains camarades, ce tout jeune homme a manifesté une juste appréhension des défis posés en 1942 à la Résistance : l'élargissement de son assise et l'effort d'unité devenaient vitaux. De fait, l'apport des jeunes Volontaires a été important pour transformer DF en mouvement d'envergure nationale et faire évoluer sa ligne.

Sur la déportation, Olivier Lalieu, en historien, et Céline Roussel, en littéraire, soulignent chacun le caractère tardif du témoignage de Lusseyran : il survient dans la deuxième version de *Et la*

lumière fut en 1961 (la première, en 1953, s'arrêtait à la Résistance), après avoir nourri partiellement un roman puis un essai philosophique. Ce lent processus accompagné de réécritures peut s'interpréter comme l'aveu, en creux, d'une difficulté initiale à relater l'expérience des camps. De fait, il laisse à d'autres, comme David Rousset, la description clinique de l'horreur du système concentrationnaire. Venant après eux, il se sent légitime pour délivrer son propre message, positif parce qu'étroitement lié à la construction d'une œuvre autobiographique où il se met en scène comme un « aveugle-voyant » et en tire une philosophie, voire une mystique.

Cette œuvre singulière fait l'objet de plusieurs communications montrant son statut ambigu. Lusseyran était sujet à des synesthésies visuelles, mais aussi multisensorielles, phénomènes aujourd'hui bien connus et sur lesquels une mise au point passionnante est faite par des neuroscientifiques. Cependant, comme le montrent le second article de Jacques Semelin (lui-même mal-voyant) et celui de Marion Chottin, la philosophie de la « vision intérieure » qu'en infère Lusseyran joue sur la juxtaposition

de ses expériences vécues et d'usages métaphoriques de la notion, auxquels invite toute une tradition d'écrits religieux ou littéraires. La mystique de Lusseyran s'alimente aussi sans doute à l'anthroposophisme dont ses parents étaient adeptes, et à l'ésotérisme chrétien.

Qu'on insiste sur la cohérence de sa pensée ou au contraire sur les failles de sa philosophie de la cécité, Lusseyran semble en tout cas ne jamais avoir renoncé à une vocation de polygraphe, cumulant jusqu'à sa mort accidentelle en 1971 essais, romans et pièces de théâtre. Peut-être la publication entière de ceux-ci (certains sont inédits) modifierait-elle notre vision de son œuvre. Aujourd'hui, en tout cas, Lusseyran reste, pour les lecteurs français de *Et la lumière fut*, l'auteur d'un hymne à la Vie. Là se trouve sans doute la trace la plus forte de son expérience de la résistance : dans les dernières lettres de résistants fusillés, le terme qui revient le plus souvent est précisément le mot : vie. Et l'on se souvient de la définition saisissante que Jean Paulhan donnait, en 1944, du choix fait par les résistants : « *C'est qu'ils étaient du côté de la vie.* » ●

Bruno Leroux



Activités du département AERI

Nouveautés du Musée de la Résistance en ligne

Depuis quelques mois, le Musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org) s'est enrichi de plusieurs nouvelles expositions virtuelles ou corpus documentaires.

« 1940. Entrer en Résistance. Comprendre, refuser, résister » (septembre 2019)

Cette exposition, comprenant plus de 260 médias, présente des documents inédits sur l'engagement et les actions des pionniers de la Résistance et offre ainsi un complément à la brochure pédagogique nationale coordonnée par la Fondation de la Résistance. Elle a bénéficié de l'apport documentaire et iconographique de nombreux partenaires parmi lesquels le Musée de la Résistance de Bondouy, le musée de la Résistance et de la Déportation de Bourges et du Cher, ou encore le musée des Pays de Bretagne, qu'ils en soient tous remerciés.

« Rémi Dreyfus : parcours d'un Français libre du Jour J » (septembre 2019)

Rémi Dreyfus a 22 ans, lorsqu'il décide, en 1941, de quitter la France occupée pour s'engager

dans les Forces françaises libres. Incorporé au 3^e régiment du *Special Air Service* (SAS) après un entraînement intensif en Écosse, il participe au débarquement en Normandie le 6 juin 1944 comme officier interprète au sein de la célèbre 6^e division aéroportée britannique. Revenu ensuite en Angleterre, il est parachuté en Bourgogne le 15 août 1944 – jour du débarquement de Provence – avec pour mission de freiner la remontée des unités allemandes vers le nord.

« Enseigner la Seconde Guerre mondiale à Paris, de l'école au lycée » (août 2019)

Le 19 juin 2019, l'ESPE de l'Académie de Paris et la Fondation de la Résistance organisaient une journée d'études et de formation sur le thème « Enseigner la Seconde Guerre mondiale à Paris, de l'école au lycée », sous l'autorité de l'inspection générale de l'Éducation nationale. Les conférences prononcées lors de cette journée



Service historique de la Défense

Sennecey-le-Grand (Saône-et-Loire) le 3 septembre 1944. Rémi Dreyfus (3^e en partant de la gauche) entouré de ses camarades SAS.

Photographie de Rémi Dreyfus prise à Londres.

Col. Rémi Dreyfus

sont désormais accessibles sur le Musée de la Résistance en ligne, de même que les ressources et documents projetés à cette occasion.

Par ailleurs, la carte interactive des lieux de mémoire et la base nominative de résistants continuent d'être enrichies régulièrement. Cette base reste le point fort du musée avec plus de 50 000 visiteurs depuis le début de l'année 2019, soit une hausse de 15 % par rapport à l'an dernier. ●

Fabrice Bourrée

Prix Philippe Viannay-Défense de la France 2019

Le prix Philippe Viannay-Défense de la France, créé en 1991 par les anciens résistants du mouvement Défense de la France, est perpétué par la Fondation depuis la dissolution de leur association en 2006. Le 12 novembre dernier, au palais du Luxembourg, le prix 2019 a été décerné à Joël Droglad pour *Des maquis du Morvan au piège de la Gestapo. André Rondenay, agent de la France libre* (éditions Vendémiaire).

Avec cette biographie, Joël Droglad revient sur le rôle des Délégués militaires régionaux (DMR). Véritables *Missi dominici* du général de Gaulle, les DMR ont été marginalisés dans la mémoire collective alors que leur rôle à la fois de techniciens et d'organiseurs fut essentiel dans la coordination des actions de la Résistance (notamment les différents plans de sabotage) avec la stratégie alliée. Mais de par leur fonction, les DMR se sont souvent heurtés aux responsables de la Résistance locale qui craignaient que ne leur soit volé le mérite de la victoire. De plus, du fait de l'importance de leurs fonctions, notamment sur un plan militaire, les DMR ont fait l'objet d'une traque sans merci de la part des Allemands et peu d'entre eux ont survécu.

L'ouvrage suit le parcours de l'un de ces DMR, André Rondenay, de son arrivée en mission en France jusqu'à son arrestation. Polytechnicien, officier brillant du BCRA, André Rondenay est déposé par Lysander le 13 septembre 1943 près de Tours pour ensuite gagner Paris. En février 1944, il devient DMR de la région parisienne à la suite de l'arrestation d'André Boulloche. Dans ses nouvelles fonctions, il se montre un organisateur hors pair. Il coordonne la mise en place des différents plans de sabotages de la Résistance en région parisienne. Au moment du Débarquement, il rejoint les maquis du Morvan où il poursuit ses actions de sabotages et participe notamment le 26 juin 1944 à des combats contre les Allemands.

Agent important de la France libre, André Rondenay fait l'objet d'une traque impitoyable que Joël Droglad analyse avec précision en utilisant le dossier d'instruction devant la cour de justice de la Seine d'Henri Dupré. Cet agent recruté par l'*Abwehr* dès l'automne 1940 est un spécialiste dans l'infiltration des organisations de Résistance.



Photo Frantz Malassis

Le jury présidé par Jean-Pierre Azéma dans la salle René Coty au Sénat.

Dupré prend en chasse Rondenay en février 1944. Il tente d'abord de le faire tomber en jouant sur l'animosité des responsables de la Résistance locale à l'égard du DMR qui tente de s'imposer comme le chef des maquis du Morvan. Cette stratégie échoue car André Rondenay grâce à son action courageuse sur le terrain est parvenu à se faire accepter par les résistants locaux. L'agent de l'*Abwehr* lui tend alors un piège à Auxerre (Yonne) le 17 juillet 1944 auquel Rondenay réchappe.

André Rondenay est finalement arrêté par les Allemands le 27 juillet 1944 lors d'une mission à Paris. Durement interrogé, il est écroué à Fresnes. Identifié au dernier moment par la *Gestapo*, le 15 août 1944 alors qu'il va être déporté depuis la gare de Pantin, il est extrait de son wagon pour être conduit à Domont (Val d'Oise) où il est exécuté.

Après la guerre, Henri Dupré n'est pas immédiatement inquiété. Il est même reconnu comme un responsable de la Résistance locale jusqu'à ce que son agent traitant de l'*Abwehr*, arrêté, dévoile son rôle d'agent double. ●

Frantz Malassis

Activités du département documentation et publications

Depuis vingt ans, la Fondation de la Résistance anime une campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, le ministère de la Culture (Archives de France) et le ministère des Armées (direction des Patrimoines, de la Mémoire et des Archives). Grâce au travail de la « commission archives », les détenteurs éventuels sont sensibilisés à cette question par diverses actions : la diffusion du *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et de la Déportation*⁽¹⁾, l'organisation de réunions départementales, la présentation de l'exposition « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation »⁽¹⁾... Fruit de ce travail de sensibilisation, la « commission archives » a permis récemment de sauvegarder un fonds d'archives retraçant le parcours d'un couple engagé dans la Résistance : Alain et Marie-Cécile Radiguer.

Remise du fonds d'archives Alain et Marie-Cécile Radiguer grâce à notre campagne nationale



Cliché en plomb ayant servi à imprimer *Défense de la France*, collection de ce journal clandestin dont un exemplaire sur « papier Bible », faux timbres Pétain, brochures imprimées et diffusées par le mouvement DF... Ces quelques pièces illustrent la richesse du fonds Alain et Marie-Cécile Radiguer et leurs actions au sein du mouvement *Défense de la France*.

Alain Radiguer⁽²⁾ (1915-1990) est gérant de la société Radiguer & Cie installée rue Sainte-Cécile à Paris (IX^e arrondissement). Son entreprise commercialise du matériel d'imprimerie ainsi que des caractères typographiques. Début 1943, recruté par l'imprimeur parisien Jacques Grou-Radenez, il rejoint le mouvement *Défense de la France* (DF) fondé par Philippe Viannay. Alain Radiguer apporte dès lors une aide importante à l'organisation au moment où elle s'engage dans la professionnalisation de son journal, *Défense de la France*, pour accroître son tirage⁽³⁾ et améliorer la qualité de son impression. Dans ce but, il fournit au mouvement, souvent à titre gracieux, une grande quantité de matériel d'imprimerie – caractères typographiques, presses, clichés –, il utilise ses relations professionnelles pour obtenir le papier et l'encre nécessaire au mouvement et enfin, il forme les membres chargés de la composition du journal aux bases de la typographie. Il travaille lui-même au sein des ateliers clandestins disséminés en région parisienne et dirigés par Charlotte Nadel, responsable technique de la fabrication du journal.

Un couple de résistants

Son épouse, Marie-Cécile Radiguer, née Houdy⁽⁴⁾, s'implique d'abord dans la diffusion du journal clandestin. À partir de février 1943, elle est très active au sein du service des faux papiers de *Défense de la France* au moment où la production s'intensifie et se diversifie dans le cadre de la stratégie de lutte contre le Service du travail obligatoire menée par le mouvement.

En juin 1944, le couple rejoint le maquis de Seine-et-Oise nord commandé par Philippe Viannay. Celui-ci confie à Alain Radiguer, et à son

adjoint Jacques Richet, la responsabilité d'un des trois secteurs de son commandement situé dans la région de Magny-en-Vexin (actuel Val d'Oise).

En octobre 2018, la « commission archives » a été contactée par Marie-Cécile Radiguer et par son fils Gilles Radiguer qui nous ont proposé leurs archives familiales. En mars 2019, une réunion du groupe restreint de la « commission archives » fut organisée au siège de la Fondation de la Résistance. Après expertise et en accord avec la famille, ce fonds a été donné aux Archives nationales. Désormais ces archives viennent en résonance avec d'autres fonds qui y sont déjà conservés comme celui du mouvement et de l'association *Défense de la France* offert en 1993 par Hélène Viannay ou bien encore ceux d'Arianne Kohn et Charlotte Nadel remis grâce à la « commission archives » en 2017⁽⁵⁾.

Des pièces symboliques

Ce corpus d'archives reflète en partie l'activité de ce couple de résistants actifs au sein du mouvement *Défense de la France*.

L'impression et la diffusion du journal clandestin y est largement représenté. Plusieurs pièces symboliques méritent qu'on s'y attarde comme les deux plaques typographiques ou « clichés » ayant servi à imprimer les numéros 34 et 35 de *Défense de la France* datés respectivement du 20 juin et du 5 juillet 1943. Dans ces numéros Geneviève de Gaulle, la nièce du général qui a récemment rejoint le mouvement, publie, sous le pseudonyme de *Gallia*, deux articles destinés à convaincre les militants de DF de l'importance de rallier le général de Gaulle. Ces deux objets témoignent du changement fondamental dans l'orientation du mouvement qui dès lors ne cessera d'afficher son adhésion au gaullisme.

Ces clichés témoignent aussi de la phase de professionnalisation du journal qui nécessite de disposer de plusieurs matrices pour chaque édition que seule cette technique permet d'obtenir à partir d'une composition typographique.

Dans cette partie du fonds, on trouve également une collection partielle du journal clandestin *Défense de la France* qui recèle une autre rareté : un exemplaire du numéro 43 du 15 janvier 1944 tiré sur « papier Bible » pour être adressés clandestinement dans les colis de prisonniers de guerre français détenus en Allemagne. Ce tirage particulier atteste de la volonté de DF de mener auprès d'eux une action de contre-propagande et de les inciter à agir contre l'ennemi notamment en fournissant des renseignements. Ainsi, dans le numéro 39 de *Défense de la France*, daté du 30 septembre 1943, sont reproduites des photographies montrant le sort des prisonniers soviétiques. Prises clandestinement par des officiers français détenus à l'*Oflag XVII A*, elles sont parvenues grâce à ce canal à *Défense de la France*⁽⁶⁾.

Une autre diffusion originale du journal est évoquée par la présence de plusieurs planches de faux-timbres Pétain imprimées par le mouvement. Ces contrefaçons postales permettent, de février à mai 1944, l'expédition sans frais et dans tout le pays de 10 000 à 40 000 exemplaires du journal *Défense de la France* à certaines personnalités en complément de la diffusion assurée localement par les membres du mouvement.

L'ensemble de ces papiers personnels est complété par des documents relatifs à l'action du maquis de Seine-et-Oise nord et à l'action politique du mouvement à la Libération. ●

Frantz Malassis

(1) Disponible auprès de Frantz Malassis (01 47 05 67 87).

(2) Les biographies d'Alain et Marie-Cécile Radiguer doivent beaucoup au livre d'Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France. 1940-1949*, Paris, Seuil, 1995.

(3) Les tirages passent de 10 à 30 000 exemplaires par numéro en 1942 à environ 120 000 en 1943 pour atteindre 450 000 exemplaires le 15 janvier 1944, en incluant le tirage de la zone Sud.

(4) Sa sœur Marie-Maguerite Houdy est aussi militante parisienne à DF. Au printemps 1943, leurs parents hébergent une imprimerie de DF dans leur maison rue du Trou Samson à Taverny (Val d'Oise).

(5) Cf. *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n°90, septembre 2017.

(6) Cf. *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n°38, septembre 2004.